

**Accord professionnel national**

**AUTOROUTES CONCÉDÉES**

**(Commissions paritaires)**

**(11 mars 2004)**

*(Bulletin officiel n° 2004-13)*

**AVENANT N° 3 DU 15 DÉCEMBRE 2005**

RELATIF À LA PROROGATION DE L'ACCORD DU 11 MARS 2004 ET DE SES  
AVENANTS DES 16 MARS 2005 ET 21 SEPTEMBRE 2005 PORTANT SUR  
LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS PARITAIRES  
ET GROUPES DE TRAVAIL PARITAIRES DANS LE CADRE DE L'ÉLABORA-  
TION DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE BRANCHE DU SECTEUR DES  
AUTOROUTES CONCÉDÉES ET DES OUVRAGES ROUTIERS À PÉAGE

NOR : ASET0650062M

Entre :

Le syndicat professionnel des sociétés concessionnaires ou exploitantes  
d'autoroutes ou d'ouvrages routiers,

D'une part, et

La fédération générale des transports et de l'équipement CFDT ;

La fédération générale des transports CFTC ;

La fédération BTP CFE-CGC ;

La fédération nationale des syndicats de transports CGT ;

La fédération de l'équipement, de l'environnement, des transports et des  
services Force ouvrière ;

La confédération nationale des salariés de France (CNSF) ;

La fédération autonome des transports FAT-UNSA ;

Le syndicat Sud autoroutes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le syndicat professionnel et les organisations syndicales de salariés ont  
signé le 11 mars 2004 un protocole d'accord relatif aux modalités de fonc-  
tionnement des commissions paritaires et groupes de travail paritaires dans le  
cadre de l'élaboration de la convention collective de branche du secteur des  
autoroutes concédées et des ouvrages routiers à péage.

L'objet de cet accord était de déterminer les modalités de participation aux instances paritaires constituées pour élaborer la convention collective de branche et de fixer les règles de fonctionnement desdites instances.

Cet accord, qui expirait le 31 mars 2005, a été prorogé par avenant du 16 mars 2005 jusqu'au 30 septembre 2005.

Un deuxième avenant du 21 septembre 2005 a prorogé l'accord jusqu'au 31 décembre 2005.

Compte tenu du fait que les négociations de la convention collective de branche, bien qu'étant largement avancées, ne sont pas achevées au jour de la conclusion du présent avenant, les organisations syndicales de salariés et le syndicat professionnel se sont réunis le 15 décembre 2005 pour faire le point sur l'application de l'accord et des avenants précités et évoquer les modalités d'une nouvelle prorogation.

A l'issue de cette réunion, il a été conclu le présent avenant.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Nouvelle prorogation*

Le protocole d'accord du 11 mars 2004 prorogé par avenants du 16 mars 2005 et du 21 septembre 2005 fait l'objet d'une 3<sup>e</sup> prorogation pour une durée de 3 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

## **Article 2**

### *Dotation supplémentaire d'heures au titre de l'élaboration de la convention de branche*

Les 2 dotations supplémentaires d'heures prévues par l'article 4 du protocole d'accord du 11 mars 2004 seront au maximum de 800 heures chacune, pour la période courant du 11 mars 2004 au 31 mars 2006.

Les modalités d'utilisation de ces dotations telles que prévues par l'article 4 du protocole d'accord du 11 mars 2004 demeurent inchangées.

## **Article 3**

### *Indemnisation des frais*

#### *3.1. Frais de déplacement*

L'indemnité kilométrique, prévue en fin de deuxième alinéa de l'article 8.1 du protocole d'accord du 11 mars 2004, est versée sur la base du barème réactualisé par l'avenant du 16 mars 2005. Ce barème figure, pour mémoire, en annexe I du présent avenant.

#### *3.2. Frais de nourriture et d'hébergement*

Les frais de nourriture et d'hébergement des membres des délégations syndicales ou désignés dans le cadre des dotations supplémentaires d'heures prévues par l'article 2 susvisé sont remboursés sur justificatifs selon les modalités prévues par le protocole d'accord du 11 mars 2004, dans les limites du barème réactualisé par l'avenant du 16 mars 2005. Ce barème figure, pour mémoire, en annexe II du présent avenant.

#### **Article 4**

##### *Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée courant jusqu'au 31 mars 2006.

#### **Article 5**

##### *Date d'effet*

Le présent avenant est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

#### **Article 6**

##### *Autres dispositions*

Toutes dispositions du protocole d'accord du 11 mars 2004 et des avenants du 16 mars 2005 et du 21 septembre 2005 non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

#### **Article 7**

##### *Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative de salariés au sens de l'article L. 132-2 du code du travail ainsi que toute organisation syndicale ou groupement d'employeurs ou employeurs pris individuellement, non signataires du protocole d'accord du 11 mars 2004 et du présent avenant, pourront y adhérer dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

#### **Article 8**

##### *Dépôt*

Le présent avenant fait l'objet, à la diligence du syndicat professionnel, des formalités de dépôt et de publicité prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Paris, le 15 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### **Indemnités kilométriques**

Moins de 4 CV : 0,252 €.

4 et 5 CV : 0,291 €.

6 et 7 CV : 0,363 €.

8 CV et au-delà : 0,419 €.

## ANNEXE II

### Indemnités de repas et d'hôtel

#### *Plafonds de remboursement*

*(En euros.)*

| GROUPE  | PARIS                      |       | PROVINCE                   |       |
|---|----------------------------|-------|----------------------------|-------|
|   | Hôtel<br>et petit déjeuner | Repas | Hôtel<br>et petit déjeuner | Repas |
| Groupe 1<br>(cadres)  | 108,50                     | 30,40 | 78,30                      | 30,40 |
| Groupe 2<br>(non-cadres)  | 82,20                      | 28,20 | 60,00                      | 21,50 |
| Repas au wagon-restaurant sur justificatif dans la limite de 27,50 €.<br>Repas au grill express sur justificatif dans la limite de 18,20 €. |                            |       |                            |       |

**Liste des sociétés adhérentes au syndicat professionnel des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers et données relatives à ces sociétés**

Numéro SIREN de chaque société

Alis : 422 654 160.

ASF : 572 139 996.

AREA : 702 027 871.

CEVM : 562 105 460.

Cofiroute : 552 115 891.

Escota : 562 041 525.

SANEF : 632 050 019.

SAPN : 632 054 029.

SAPRR : 016 250 029.

ATMB : 582 056 511.

SFTRF : 962 504 049.

Code NAF de chaque société

Alis : 632 A.

ASF : 632 A.

AREA : 632 A.

CEVM : 632 A.

Cofiroute : 632 A.

Escota : 632 A.

SANEF : 632 A.

SAPN : 632 A.

SAPRR : 632 A.

ATMB : 632 A.

SFTRF : 632 A.

Date initiale de l'accord : 11 mars 2004

Effectif de chaque société au 31 décembre 2004

Alis : 0.

ASF : 5 726.

AREA : 1 364.

CEVM : 13.  
Cofiroute : 2 042.  
Escota : 1 981.  
SANEF : 2 803.  
SAPN : 785.  
SAPRR : 3 533.  
ATMB : 377.  
SFTRF : 310.

Nombre d'établissements concernés

Alis : 1 établissement.  
ASF : 8 établissements.  
AREA : 1 établissement.  
CEVM : 1 établissement.  
Cofiroute : 1 établissement.  
Escota : 1 établissement.  
SANEF : 4 établissements.  
SAPN : 1 établissement.  
SAPRR : 7 établissements.  
ATMB : 1 établissement.  
SFTRF : 4 établissements.

## Liste des établissements concernés

Alis (1 établissement), ZA n° 124, lieudit La Grande-Malouve, 27300 Bernay.

ASF (8 établissements) :

- direction centrale d'exploitation, quartier Sainte-Anne, Vedène, 84967 Le Pontet Cedex ;
- direction centrale d'exploitation de Valence, échangeur de Valence Nord, BP 325, 26503 Bourg-lès-Valence Cedex ;
- direction centrale d'exploitation d'Orange, 134, chemin de la Sauvageonne, BP 198, 84107 Orange Cedex ;
- direction centrale d'exploitation de Narbonne, échangeur de Narbonne Sud, BP 605, 11106 Narbonne Cedex ;
- direction centrale d'exploitation d'Agen, lieudit Gaussens, BP 68, 47520 Le Passage ;
- direction centrale d'exploitation de Brive, ZI Beaugard, rue Roger-Roncier, 19100 Brive ;
- direction centrale d'exploitation de Biarritz, chemin de Silhouette, BP 166, 64204 Biarritz Cedex ;
- direction centrale d'exploitation de Niort, changeur 33, Granzay, Gript, BP 11, 79360 Beauvoir-sur-Niort.

AREA (1 établissement), avenue Jean-Monnet, BP 48, 69671 Bron Cedex.

CEVM (1 établissement), BP 121, 12101 Millau Cedex.

Cofiroute (1 établissement), 6-10, rue Troyon, 92316 Sèvres Cedex.

Escota (1 établissement), BP 41, 06211 Mandelieu Cedex.

SANEF (4 établissements) :

- direction d'exploitation de Senlis, BP 73, 60304 Senlis Cedex ;
- direction d'exploitation d'Amiens, 9, rue Louise-Michel, BP 1216, 80012 Amiens Cedex ;
- direction d'exploitation de Reims, BP 38, 51431 Tinqueux ;
- direction d'exploitation de Metz, 87, rue du Général-Metman, 57000 Metz.

SAPN (1 établissement), échangeur des Essarts, BP 7, 76530 Grand-Couronne.

SAPRR (7 établissements) :

- direction centrale, 36, rue du Docteur-Schmitt, 21850 Saint-Apollinaire ;
- direction régionale d'exploitation du Gâtinais, échangeur de Nemours sud, 77140 Nemours ;
- direction régionale d'exploitation d'Alsace - Franche-Comté, ZAC de Valentin, 25048 Besançon Cedex ;



- direction régionale d'exploitation de Bourgogne, route de Verdun, 21200 Beaune ;
- direction régionale d'exploitation de Champagne - Lorraine, Semoutiers, 52000 Chaumont ;
- direction régionale d'exploitation du Rhône - Ain, gare de péage de Genay, BP 25, 69727 Genay Cedex ;
- direction régionale d'exploitation du Centre Auvergne, Les Chilins, 38000 Gannat.

ATMB (1 établissement), 1 440, route de Cluses, 74138 Bonneville Cedex.

SFTRF (4 établissements) :

- direction technique et d'exploitation, plate-forme du Tunnel, BP 30, 73500 Modane ;
- les Grands Prés, 73130 Saint-Etienne-de-Cuines ;
- 3, rue Edmond-Valentin, 75007 Paris ;
- 20, rue de la Bourse, 69289 Lyon Cedex 2.